

Ce que tuer veut dire

par Nicolas Delon

Pourquoi penser que tuer et laisser mourir sont deux choses différentes ? Qu'un médecin qui administre une substance létale à un malade en phase terminale est plus coupable que s'il lui refusait des soins ? Après tout, les conséquences sont les mêmes, et c'est à leur aune qu'il faut juger les actes, suggère Jonathan Glover.

Recensé : Jonathan Glover, *Questions de vie ou de mort*, traduit et introduit par Benoît Basse, Genève, Labor et Fides, 2017, 386 p.

Jonathan Glover, philosophe britannique, est l'auteur de plusieurs ouvrages majeurs de philosophie morale, notamment *What Kind of People Should There be ?* (1984) et *Humanity : A Moral History of the Twentieth Century* (1999). Dans son classique *Causing Death and Saving Lives* paru en 1977 et récemment traduit en français, il explore l'éventail des questions morales posées par la mort, et le fait de tuer ou de laisser mourir. L'ouvrage est le fruit d'un séminaire à Oxford que Glover anima avec Derek Parfit et James Griffin à partir de 1967. Il influença nombre d'étudiants qui y assistèrent, notamment Peter Singer et John Harris. Les lecteurs familiers de l'œuvre de Parfit relèveront aussi dans l'ouvrage de Glover certains des thèmes majeurs de la philosophie de Parfit tels que les problèmes d'identité, d'éthique des populations, de générations futures, de procréation, des raisons impersonnelles.

Questions de vie ou de mort n'est pas un ouvrage sur la métaphysique de la mort. Glover ne s'attarde guère sur la nature de la mort pour aborder plutôt ce qui la rend mauvaise (ou bonne) – et ce qui rend injuste (ou juste) le fait de la causer, de la laisser advenir, ou de ne pas donner la vie. Il est peu de questions que Glover ne touche pas, à l'exception de celle des animaux, auxquels il ne pense pas pouvoir rendre justice dans le cadre présent. Il passe ainsi en revue avortement, contraception et infanticide ; suicide et comportements à risque ; euthanasie et programmes d'assistance médicale ; exécutions, meurtres et terrorisme ; guerres et révolutions. Ces problèmes d'éthique appliquée, traités dans la troisième partie, sont précédés d'une partie sur la méthodologie morale et d'une partie théorique sur les valeurs respectives de la vie et de la

mort et sur certains facteurs dont Glover remet en question la pertinence normative pour décider de la vie et la mort, tels que l'identité des personnes, la certitude, la distance, le nombre, etc.

Pourquoi est-il immoral de tuer ?

L'ouvrage se fixe trois buts principaux, qui sont autant de révisions de la moralité commune. Glover entend tout d'abord offrir des outils pour réviser nos croyances morales sur l'acte de tuer, notamment sur la conception traditionnelle selon laquelle la vie est sacrée. Il cherche à rendre compte de manière plus précise de tout un ensemble de questions concernant la vie ou la mort qui importent moralement : jusqu'à quand et dans quelles circonstances est-il permis d'avorter ? Quelles guerres et quels actes de guerre peut-on justifier ? Qu'est-ce qui rend une vie digne d'être vécue ? Certaines morts importent-elles plus que d'autres ?

La thèse centrale de Glover est que la valeur – et conséquemment l'immoralité – du fait de tuer (ou de laisser mourir) est fonction de trois principes. Le premier est *la valeur d'une vie digne d'être vécue* pour celui qui meurt. Glover soutient qu'une vie n'a de valeur que dans la mesure où elle est consciente ; et que le fait d'être conscient n'a lui-même de valeur qu'en vertu des expériences positives qu'il permet. Cela aura des implications majeures concernant le maintien en vie, entre autres, de fœtus, de nourrissons anencéphales ou de patients en état végétatif permanent. Les deux autres principes sont le respect de *l'autonomie*, et donc des préférences, de l'individu, y compris contre l'avis de tiers impartiaux ; et la prise en compte des *conséquences globales* de nos décisions. Armé de ces trois principes, Glover peut ensuite défendre des conclusions souvent nuancées et modérées. Par exemple, parce que tuer à la guerre ne relève pas d'un domaine distinct, Glover soutient qu'on ne peut ni tout autoriser par la guerre ni défendre un pacifisme inconditionnel. D'autres conclusions sont plus radicales, comme lorsqu'il avance que la mort de fœtus et de nourrissons est mauvaise principalement en vertu de ses « effets latéraux » ou secondaires, c'est-à-dire qui ne concernent pas directement l'objet de l'action qu'est le fœtus ou le nourrisson mais, par exemple, les parents ou la société. L'action la plus juste peut exiger que nous fassions fi de nos intuitions, quand celles-ci nous poussent à condamner davantage le fait de tuer directement plutôt que celui de laisser mourir, en particulier de façon distante et anonyme ; ou encore à condamner davantage les meurtres faisant l'objet de faits divers retentissants que ceux qui sont commis sur le champ de bataille ; davantage la mort de victimes identifiables que celle de victimes « statistiques ».

Questions de distinction

La deuxième révision majeure réside dans deux mises en question. Glover s'oppose d'une part à l'idée très répandue qu'existerait une différence moralement pertinente entre le fait de *tuer* et le fait de *laisser mourir*. Il conteste d'autre part deux doctrines partagées par la moralité commune et la plupart des théories déontologiques : la distinction entre *actes et omissions* et la *doctrine du double effet*. La première soutient que nous avons de plus fortes raisons de ne pas causer un mal par nos actes (noyer un enfant) que de prévenir un mal comparable (laisser un enfant mourir de faim). La seconde soutient que certains dommages collatéraux prévisibles sont justifiables s'ils résultent d'actions visant un bien suffisant et ne sont voulus ni comme fins ni comme moyens. Par exemple, un bombardement d'installations militaires visant à faire capituler un ennemi mais qui a pour effet prévisible de tuer certains civils peut être justifié, selon cette doctrine, si leur mort ne constitue ni une fin de l'action ni un moyen en vue du bien visé.

Ces doctrines supposent notamment de pouvoir distinguer de façon non arbitraire entre actes et omissions, conséquences intentionnelles et simplement prévisibles. Or cela, montre Glover, est souvent malaisé. Pourquoi considérons-nous qu'un médecin qui refuse de nouveaux soins à un patient en phase terminale pour abrégier ses souffrances fait autre chose que lui administrer directement une substance létale ? Ni l'intention ni les conséquences de l'acte ne diffèrent : dans les deux cas on peut décrire ce que le médecin fait intentionnellement comme ayant la même fin et les mêmes conséquences. La différence, s'il en est une, semble plus tenir à la distance entre l'agent et les conséquences qu'à la qualité de l'action et, selon Glover, le simple fait que dans un cas le médecin laisse mourir tandis qu'il fait activement mourir dans l'autre ne constitue pas une différence pertinente.

Glover montre que, une fois ces distinctions mises à distance, certaines de nos croyances morales s'effondrent, altérant considérablement la structure morale des questions de vie ou de mort. Si ces différences importent moins qu'on ne le pense, peut-être devrions-nous de fait nous préoccuper tout autant des morts que nous causons directement que de celles auxquelles nous ne prêtons pas attention (délibérément ou par ignorance) : la pauvreté, les maladies tropicales, la pollution ou les accidents de la route causent bien plus de morts que des actes intentionnels plus spectaculaires.

Questions de méthode

L'une des forces de *Questions de vie ou de mort* est l'attention portée aux ressemblances et aux différences entre cas pratiques – ce qui rend également l'ouvrage polémique. Nous venons de voir que pour Glover certaines de nos distinctions usuelles sont arbitraires, vagues ou poreuses : c'est le cas des différences que nous établissons entre les stades de développement du

foetus, entre actions et omissions, entre suicide assisté et euthanasie passive, ou encore entre le proche et le lointain (dans l'espace comme dans le temps). Ce n'est pas à dire que de telles distinctions ne sont jamais justifiées à des fins pratiques, juridiques et politiques, mais qu'elles n'ont pas l'importance morale fondamentale qu'on leur accorde. Par exemple, une fois qu'on a renoncé à l'idée que la vie est sacrée, si la contraception est permise, et si les actes et les omissions sont moralement équivalents, l'avortement sera permis dans de nombreuses circonstances, en particulier en cas de handicaps graves ; de même, les anomalies médicales autorisant l'avortement peuvent justifier l'infanticide dans des cas exceptionnels¹. C'est précisément en notant ces continuités qu'on peut, selon Glover, les aborder de façon cohérente et rationnelle, quitte à bouleverser certaines de nos convictions fondamentales.

Glover entend enfin réviser notre manière de réfléchir à toutes ces questions. Il s'agit de les aborder de façon plus humaine et contextuelle, moins absolutiste et légaliste que ne nous y incitent l'idée que la vie serait sacrée ainsi que la doctrine des actes et omissions et l'attachement à des principes rigides et aveugles aux situations particulières. La moralité de nos décisions dépend de leurs conséquences sur ceux qu'elles affectent plutôt que de tels principes. Glover justifie son révisionnisme par le fait que ces idées conventionnelles causent beaucoup de souffrance et de morts inutiles et évitables. L'un des fils rouges de son argumentation est l'attention aux effets latéraux (proches ou lointains, intentionnels ou non) de nos actions, de nos pratiques communes et des politiques que nous mettons en œuvre. De tels effets ne sont pas moins pertinents que les qualités intrinsèques de nos actions pour leur évaluation morale. Ils incluent la souffrance causée aux proches d'une victime, les dommages indirects causés aux autres, la perte pour la société, les influences d'un acte ou d'une règle sur la plupart des agents moraux, etc.

Glover est donc conséquentialiste, c'est-à-dire qu'il considère que la justesse d'un acte ou d'une règle s'évalue principalement, sinon exclusivement, à l'aune de ses conséquences. Est juste ce qui promet – en l'occurrence, maximise – ce qui est bon. Mais Glover ne présuppose pas le conséquentialisme. Il part de certains principes et intuitions dont il révèle les implications, invitant le lecteur à interroger certains d'entre eux ; il s'appuie sur ses bases les plus solides de la moralité commune, pour ensuite en rejeter certains éléments centraux. Les principes qui lui permettent d'y aboutir sont bien sûr eux-mêmes sujets à désaccord, mais Glover montre de façon convaincante qu'il est parfois difficile pour ses adversaires de ne pas accorder une certaine importance aux conséquences, sous peine d'in vraisemblance ou d'incohérence. Glover aboutit à une sorte d'utilitarisme de la règle, où le juste découle de règles, traduites par des politiques sociales ayant pour but de maximiser le bien et prenant en compte les comportements et attitudes de tous les individus concernés.

Il faut noter que Glover tient compte des limites de notre psychologie, en partie susceptibles de réforme graduelle, mais néanmoins réelles, notamment parce que des règles

¹ Glover est prudent à ce sujet et recommande l'adoption de politiques sociales explicites et détaillées, permettant de rendre justice à la complexité des situations (qualité de vie prévisible des nourrissons, autonomie des parents, effets latéraux sur les proches et la société, etc.).

morales reflétant ces limites profondes sont plus susceptibles de produire les meilleures conséquences. Seulement, ces limites sont dépourvues de pertinence normative directe. Nous nous préoccupons par exemple plus du sauvetage d'un seul mineur coincé dans un tunnel que de mesures de sécurité qui pourraient sauver de nombreuses vies, mais notre réaction est avant tout psychologique. En outre, ce genre de réaction porte souvent, non sur les propriétés intrinsèques des actes, mais sur leurs effets latéraux ; elles devraient donc être contingentes et non constituer le fondement d'un jugement inconditionnel. Nombre de questions abordées sont donc volontairement laissées sans réponse claire parce qu'elles nécessitent un plus ample examen empirique. Glover, honnête et modeste, n'entend que nous livrer les outils pour avancer dans l'examen de ces questions.

D'une grande clarté argumentative, *Questions de vie ou de mort* est écrit dans un style sans jargon inutile ni sans accumulation de références et de notes. On apprécie également le souci de répondre aux problèmes sans concéder ni au sens commun ni à telle ou telle théorie morale, et celui de documenter l'examen de chaque question à la lumière de cas concrets et de personnes réelles, des sciences sociales, de la médecine, de l'histoire et de la littérature, d'autant que l'attention aux détails empiriques s'accompagne d'une reconnaissance de notre faillibilité concernant la valeur de différentes vies. La traduction n'est pas toujours parfaite, loin s'en faut, mais les choix terminologiques sont dans l'ensemble cohérents et heureux. Benoît Basse rend justice à la clarté et à l'accessibilité de la plume de Glover. Il est enfin frappant de constater combien les questions posées en 1977 sont encore d'actualité et combien les réponses, désaccords et apories continuent de structurer les débats sur l'euthanasie, la guerre juste, et, peut-être dans une moindre mesure chez nous, l'avortement et la peine de mort. Philosophes et grand public, étudiants et enseignants, tireront grand profit de ce classique 40 ans après sa parution.

Publié dans lavedesidees.fr, le 5 juillet 2017.